

**Assemblée générale**

Distr. générale  
21 octobre 1998  
Français  
Original: anglais

---

**Cinquante-troisième session**

Point 110 c) de l'ordre du jour

**Questions relatives aux droits de l'homme :****rapports des Rapporteurs et Représentants spéciaux****Programme de coopération technique en Haïti****Rapport du Secrétaire général****Table des matières**

	<i>Paragraphes</i>	<i>Page</i>
I. Introduction .....	1 – 4	2
II. Mission et activités .....	5 – 8	2
III. Conclusions .....	9– 10	3

## **I. Introduction**

1. À sa cinquante-deuxième session, l'Assemblée générale s'est félicitée dans sa résolution 52/138 du 12 décembre 1997 que le Haut Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme ait élaboré un programme de coopération technique destiné à renforcer la capacité institutionnelle d'Haïti dans le domaine des droits de l'homme, et a prié le Secrétaire général de lui présenter, à sa cinquante-troisième session, un rapport sur l'exécution du programme.
2. À sa cinquante-quatrième session, la Commission des droits de l'homme, faisant fond du rapport présenté à l'Assemblée générale par M. Adama Dieng, expert indépendant de la Commission des droits de l'homme chargé d'étudier la situation des droits de l'homme en Haïti (A/52/499) et qui lui avait été remis, a adopté la résolution 1998/58 dans laquelle elle a encouragé les dirigeants politiques et les représentants de la société civile haïtienne à poursuivre le dialogue de façon à sortir rapidement, grâce à un accord, de l'impasse liée à la désignation du Premier Ministre.
3. La Commission des droits de l'homme a pris acte avec gratitude du rapport de l'expert indépendant, s'est félicitée du rapport du Secrétaire général sur l'exécution du programme de coopération technique en Haïti (A/52/515) mis en oeuvre par le Haut Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme dans le but de renforcer la capacité institutionnelle du pays en matière de droits de l'homme et en particulier dans le domaine de la réforme législative, de la formation des magistrats et de l'éducation aux droits de l'homme, et a prié le Secrétaire général de lui présenter, à sa cinquante-cinquième session, un nouveau rapport sur l'exécution du programme.
4. Le présent rapport fournit des informations sur l'exécution du programme de coopération technique dans le domaine des droits de l'homme, conformément aux résolutions susmentionnées. Il complète le rapport de l'expert indépendant sur l'évolution de la situation des droits de l'homme en Haïti.

## **II. Mission et activités**

5. Le programme de coopération technique destiné à renforcer les capacités des structures politiques et parapolitiques dans le domaine des droits de l'homme a été élaboré par le Haut Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme en étroite coopération avec le Gouvernement haïtien et d'autres interlocuteurs, en particulier la Mission civile internationale en Haïti (MICIVIH) et le PNUD. Il a pour objectif de renforcer la capacité institutionnelle du pays dans le domaine des droits de l'homme, notamment en matière de réforme législative, de formation des magistrats et d'éducation aux droits de l'homme.
6. Plus précisément, il comporte deux séminaires de formation dans le domaine des droits de l'homme destinés aux associations de défense des droits de l'homme et aux représentants locaux. Il prévoit aussi une assistance en matière de réforme du code pénal.
7. Le calendrier d'exécution du programme a permis de renforcer la coopération entre d'autres organismes ou projets du système des Nations Unies tels que le programme d'assistance du PNUD dans le domaine de la gestion des affaires publiques ou les nombreuses initiatives de la MICIVIH. C'est ainsi que le Haut Commissariat aux droits de l'homme a participé à des activités organisées par le PNUD et la MICIVIH pendant qu'il préparait lui-même ses propres projets.
8. Alors que le premier volet du programme avait été exécuté par le Haut Commissariat aux droits de l'homme lui-même, il a été tenu pleinement compte du renouvellement du

mandat de la Mission civile internationale en Haïti décidé par l'Assemblée générale (résolution 51/196 B du 31 juillet 1997) au moment d'envisager l'exécution du deuxième volet. Comme la MICIVIH participait de plus en plus aux activités de formation et qu'elle avait déjà une certaine expérience en matière d'aide à l'administration de la justice, le Haut Commissariat a décidé, en concertation avec elle, de lui confier l'exécution des activités restantes du programme de coopération technique.

### III. Conclusions

9. Un certain nombre d'organes des Nations Unies participent aux projets de coopération technique destinés à promouvoir les droits de l'homme en Haïti. C'est le cas de la MICIVIH, qui s'occupe notamment de formation dans le domaine des droits de l'homme et de vérification du respect de ces droits. Le PNUD, qui travaille en étroite collaboration avec le Représentant spécial du Secrétaire général et son équipe, participe au renforcement des capacités nationales, notamment dans le domaine de l'administration pénitentiaire et de la justice, et encourage le déploiement d'efforts concertés dans l'ensemble du système des Nations Unies. Le Haut Commissaire a appuyé la Commission nationale Vérité et justice et, en coopération avec le PNUD et la MICIVIH, a assuré une formation à la base dans le domaine des droits de l'homme (instruction civique et formation de la société civile).

10. Le programme du Haut Commissariat vient s'ajouter aux activités des divers organismes et programmes des Nations Unies en Haïti; il s'inscrit dans l'action globale que mène l'Organisation pour appuyer les efforts déployés par le Gouvernement en vue de restaurer l'État de droit et d'assurer le relèvement et le développement du pays. Le PNUD et la MICIVIH sont présents dans tous ces domaines; le renouvellement du mandat de la MICIVIH a apporté un élément de continuité dans le programme et multiplié les possibilités de coopération à l'intérieur du système des Nations Unies. C'est la raison pour laquelle le Haut Commissaire aux droits de l'homme a estimé que, au nom de l'efficacité, de la complémentarité et de la coordination, il était préférable de confier l'exécution du programme de coopération technique à la MICIVIH.

---